



Lycée voie(s)	Générale	Technologique	Professionnelle	Enseignement Commun De spécialité Optionnel
	CAP	Seconde	Première	Terminale
Abibac				
Histoire				

Thème 1 – Fragilités des démocraties, régimes totalitaires et Seconde Guerre mondiale (1929-1945)

Les crises des démocraties européennes, en mettant l'accent sur la III^e République française et la République de Weimar.

Les régimes totalitaires, en mettant l'accent sur nazisme et stalinisme, et sur les réactions des démocraties (France, Angleterre).

La Seconde Guerre mondiale, en mettant l'accent sur l'Europe et la « guerre d'anéantissement » à l'Est (juin 1941-mai 1945), ainsi que sur l'occupation allemande, particulièrement en France.

Les sorties de la Seconde Guerre mondiale, France et Allemagne. Inclure le procès de Nuremberg et l'occupation française en Allemagne (1945-1949).

Sommaire

Mise au point scientifique et problématique générale du thème	2
• Problématique générale du thème.	3
• Axes centraux du thème	3
Enjeux historiographiques	12
• Mise en perspective historiographique du sujet	12
• Un texte d'historienne contemporaine allemande et un texte d'historien contemporain français.	13
Orientations pour la mise en œuvre	15
• Place du thème dans la scolarité des élèves et dans le programme de terminale Abibac.	15
• Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves?	15
Références bibliographiques et sitographiques	18
• Ouvrages généraux pour l'ensemble du thème.	18
• Ouvrages spécifiques sur chaque axe	18
• Sitographie	19

Mise au point scientifique et problématique générale du thème

La période qui s'ouvre avec la crise de 1929 est extrêmement dense, tant par le nombre d'événements, leur ampleur, que par les renouvellements historiographiques dont elle a fait l'objet. Il ne s'agit pas ici de faire une histoire exhaustive et linéaire de cette période, mais bien de proposer des clés d'interprétation de ce thème, en tenant compte des spécificités du cursus Abibac et des derniers renouvellements historiographiques.

Le thème se subdivise en 4 axes, qu'il convient de relier afin de faire apparaître une logique d'ensemble. Le premier axe, consacré aux crises des démocraties européennes, permet de poser un cadre contextuel et de montrer l'essoufflement de modèles politiques en crise. Le deuxième axe, consacré aux régimes totalitaires, permet d'analyser l'antagonisme idéologique de plus en plus exacerbé entre les démocraties et leurs alternatives totalitaires. Cet antagonisme conduit au déclenchement d'une guerre d'un type nouveau, qui ne s'inscrit plus dans le modèle de la Première Guerre mondiale en tant qu'affrontement entre États-nations, mais qui relève davantage d'un conflit de nature idéologique (troisième axe). Celui-ci entraîne de nouvelles formes d'affrontement, marquées dans certains espaces par une volonté d'anéantissement. Enfin, le quatrième axe propose d'examiner les mécanismes de sortie de ce conflit inédit, tant par le nombre de victimes que par l'ampleur des violences.

Le cadre chronologique proposé par le programme couvre la période de 1929 à 1945. Il s'agit donc de montrer comment l'instabilité ouverte par la crise de 1929 conduit à des conséquences économiques, sociales, culturelles, politiques et géopolitiques, qui remettent en cause les équilibres anciens et mènent à la Seconde Guerre mondiale. On envisage les sorties de guerre en élargissant le cadre jusqu'à l'année 1949, afin de prendre en considération le contexte franco-allemand et les conséquences de la politique d'occupation, éléments dont on trouvera des prolongements dans les thèmes 3 et 4.

La France et l'Allemagne, par leurs relations complexes et leurs trajectoires différenciées, occupent une place centrale dans ce thème. L'Allemagne tout d'abord comme sujet d'étude de la fin d'une démocratie, de la montée d'un totalitarisme et comme pays-moteur de logiques de guerre d'un type nouveau. La France ensuite comme bastion démocratique malgré les turbulences, puis comme pays vaincu en 1940 et occupé, et enfin résistant, vainqueur et occupant au sortir des années de guerre. Ces héritages sont centraux pour l'évolution des rapports ultérieurs entre les deux pays, qui seront abordés dans les autres thèmes du programme de terminale.

Problématique générale du thème

Comment les antagonismes politiques s'exacerbent-ils dans l'entre-deux-guerres, jusqu'à conduire à l'avènement de régimes totalitaires impérialistes en Europe ? Comment la Seconde Guerre mondiale qui en découle remodèle-t-elle le continent européen, jusqu'à devenir la matrice de l'émergence d'un ordre nouveau ?

On mettra en avant dans l'ensemble du thème les cas de la France et de l'Allemagne. Ceci n'exclut cependant pas des comparaisons ponctuelles avec d'autres espaces.

Axes centraux du thème

Les crises des démocraties européennes

Problématique : Comment les démocraties réagissent-elles face aux bouleversements politiques, sociaux, économiques et culturels de l'entre-deux-guerres ?

Deux démocraties inégalement ancrées et acceptées

Il convient de rappeler succinctement ce que sont les démocraties française et allemande au moment où débute la période étudiée en prenant éventuellement appui sur le thème 5 du programme de première consacré à l'entrée en démocratie des deux pays.

On peut rappeler rapidement par exemple les grands principes de la Troisième République en France, son difficile ancrage, les conséquences de la Première Guerre mondiale, afin de montrer qu'au moment où la crise éclate, la démocratie parlementaire en France n'est pas exempte de tensions et continue de susciter, malgré son ancrage ancien, de nombreuses oppositions. En Allemagne, on rappelle brièvement que la République de Weimar est, comme sa voisine française, née d'un contexte de défaite, celle de 1918, et connaît des débuts mouvementés. C'est donc une république mal aimée et très contestée qui se trouve confrontée à une crise sans précédent à partir de 1929.

Deux démocraties inégalement confrontées à la crise

La crise économique mondiale, déclenchée par le krach boursier de Wall Street le 24 octobre 1929, est souvent vue comme une rupture. Si l'impact de l'événement est bel et bien mondial, il est cependant très variable selon les pays et ne met pas les démocraties à l'épreuve partout de la même façon. Les cas de la France et de l'Allemagne en témoignent. L'Allemagne, principale puissance industrielle européenne et très irriguée par les capitaux américains, est la première à subir les effets du krach boursier dès 1929 : faillites en cascade, effondrement de la production industrielle et des exportations, affaiblissement de la monnaie, montée du chômage (44 % en 1932). Il est cependant à noter que des causes structurelles expliquent également l'ampleur de la crise en Allemagne : depuis 1925 au moins, la croissance économique allemande repose sur des bases peu saines (consommation domestique importante, surtout financée par des crédits extérieurs, manque d'investissements...), qui ont à long terme grandement fragilisé l'économie et remettent en cause les choix de la République de Weimar. En comparaison, la France, pays encore majoritairement rural au moment où éclate la crise et moins dépendant des capitaux américains, n'est touchée qu'à partir de 1931-1932. Si les manifestations de la crise sont comparables en France et en

Allemagne, elles se distinguent en France par leur ampleur plus mesurée et par leur durée. Exacerbant des fragilités antérieures, la crise qui débute en 1929 met à l'épreuve, par l'ampleur inédite de ses conséquences, les régimes politiques qui y sont confrontés.

Deux démocraties remises en cause plus ou moins radicalement

Si les expériences démocratiques française et allemande diffèrent par leur chronologie, leur déroulement et leur enracinement, elles sont confrontées toutes les deux à une difficulté similaire : le rejet du parlementarisme, qui s'exprime de façon variée et avec une intensité inégale, sur l'ensemble de l'échiquier politique. Cela va du pamphlet à la tentative de putsch contre le Parlement. On peut aborder cette question en comparant les cas français et allemand.

Du côté allemand, le rejet du parlementarisme peut se lire dans l'agitation de certains *Freikorps* ou d'associations d'anciens combattants très influentes, mais également dans l'érosion des partis du centre, qui ont constitué au départ la coalition de Weimar. S'ils réunissent plus des trois quarts des électeurs lors de la création du régime, ils en rassemblent moins de 40 % seulement dix ans plus tard. Cet effritement de l'assise électorale de la coalition se fait au profit des partis ouvertement hostiles à la démocratie parlementaire, voire nationalistes et militaristes. Le parti communiste voit dans la coalition de Weimar un ennemi de la Révolution (répression de la révolte spartakiste), tandis que le NSDAP (Parti national-socialiste des travailleurs allemands¹) considère le parlementarisme comme un frein à la mise en place d'un régime autoritaire et raciste.

En France, cette opposition se cristallise autour des ligues, qui renaissent dans les années 1920 et dont l'influence culmine avec l'affaire Stavisky en 1934. Ce scandale provoque de grandes manifestations à l'appel des ligues, mais aussi de l'Association républicaine des anciens combattants (ARAC), proche du parti communiste. Le mouvement prend de l'ampleur et aboutit le 6 février 1934 à une marche des éléments ligueurs sur la Chambre des députés. La répression sanglante entérine la rupture entre l'extrême-droite et la République parlementaire. En réaction à cela et aussi face à l'effondrement de la démocratie en Allemagne, les forces de gauche s'unissent et tentent l'expérience du Front populaire afin de donner un nouveau souffle à la démocratie française.

Deux démocraties qui finissent par s'effondrer

Fragilisées par les nombreuses remises en cause, les démocraties vacillent lorsque leur fonctionnement institutionnel s'avère impuissant à proposer des solutions efficaces aux crises. En effet, en France comme en Allemagne, mais à des rythmes différents, émergent des pratiques de gouvernement qui sortent du cadre démocratique.

En Allemagne, la dérive institutionnelle a lieu dès 1930 avec l'accession à la chancellerie de Heinrich Brüning, qui gouverne par décret-loi, entravant ainsi la pratique parlementaire du pouvoir au profit d'une pratique présidentielle. Parallèlement, l'État de droit est également remis en cause par Hindenburg lui-même. À l'été 1932, il commue la peine de mort de cinq SA coupables d'avoir assassiné un ouvrier en peine de prison : c'est l'indépendance du système judiciaire et la séparation des pouvoirs qui disparaissent ainsi. Dans ce contexte, les partis conservateurs, comme le Zentrum, s'effondrant dans les urnes, voient dans le NSDAP la seule force susceptible de lutter efficacement contre le communisme, car il dispose de milices nombreuses et ultraviolentes (SS et SA). C'est ainsi que le 30 janvier 1933, après de nombreuses

1. *Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei* (NSDAP).

tractations, Hitler est nommé chancelier à la tête d'un gouvernement de droite et extrême-droite composé de ministres nazis, DNVP (*Deutschnationale Volkspartei*) et Zentrum. Cette nomination préparée par Papen a pour but stratégique d'utiliser la force des nazis que la droite classique considère comme une clique d'agitateurs inexpérimentés qu'ils pourront garder sous contrôle. Pour Papen, Hitler est une marionnette : « Dans trois mois, on l'aura tellement acculé et coincé qu'il couinera². »

En France, à partir de 1938 se multiplient les décrets-lois sous le gouvernement Daladier pour s'affranchir des réformes sociales du Front populaire et pour mettre en place des camps d'internement à destination par exemple des Républicains espagnols réfugiés en France, considérés avec méfiance car souvent communistes ou anarchistes (camp de Rivesaltes). L'entrée en guerre en septembre 1939 n'ébranle pas la Troisième République. Cependant, Paul Reynaud, nouveau président du Conseil à partir de mars 1940, fait entrer dans son gouvernement des personnalités incarnant le combat face au danger national-socialiste. De fait, ces hommes s'accordent peu, comme le maréchal Pétain et le général de Gaulle. Le gouvernement se divise définitivement à la suite de la campagne de France de mai-juin 1940, entre les partisans d'un armistice « entre soldats, et dans l'honneur » (Pétain) et ceux qui souhaitent continuer le combat depuis l'Afrique du Nord (de Gaulle). La Troisième République s'avère alors paralysée et la nomination de Pétain à la présidence du Conseil le 16 juin 1940, convaincu que le régime républicain a affaibli la France, ne fait qu'accélérer sa chute. Le 10 juillet, les parlementaires réunis à Vichy accordent les pleins pouvoirs à Pétain (569 voix pour, 80 voix contre, 20 abstentions), mettant ainsi un terme à la plus longue expérience républicaine française.

Les régimes totalitaires

Problématique : Comme se caractérisent les régimes totalitaires et comment s'imposent-ils en Europe dans l'entre-deux-guerres ?

Se distinguant des régimes autoritaires classiques, les totalitarismes ne se contentent pas seulement de démanteler les oppositions et de contrôler les élites susceptibles de constituer un danger, ils entendent également prendre en main la société civile, y compris dans la sphère privée de la vie de leurs citoyens (S. Berstein). Leur prétention au pouvoir s'infiltré dans tous les aspects de la vie, elle est donc totale.

Dans la perspective franco-allemande de l'Abibac, on met en avant le nazisme, qu'on peut ponctuellement comparer avec le stalinisme, afin de montrer des similarités de façade et de mettre en lumière leur antagonisme idéologique fondamental. Cette précision est nécessaire à la compréhension du déroulement de la Seconde Guerre mondiale.

Enfin, on étudie la réaction des démocraties face à la montée en puissance de ces modèles alternatifs, oscillant entre fermeté et conciliation, certaines franges n'hésitant pas à se réclamer de ces nouveaux courants.

Les fondements idéologiques

Le substrat idéologique national-socialiste repose sur la conviction de la supériorité de la prétendue race aryenne, altérée par des siècles de dégénérescence raciale. Il

2. Cité par CHAPOUTOT Johann, *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)*, Paris (PUF), 2013, p. 161.

s'agit donc d'un retour aux sources de la germanité : c'est ainsi que sont régulièrement convoquées dans les écrits ou l'iconographie nazie des figures telles que Frédéric Barberousse, Frédéric le Grand, Bismarck... En cela, le nazisme puise sa cohérence idéologique dans le passé, reprenant des thèmes dans toutes les époques afin de légitimer de façon historique et scientifique son programme idéologique, comme l'ont montré les travaux de Johann Chapoutot. Cette prétendue supériorité est appliquée dans tous les domaines de la vie de la société sous emprise nazie, et tout particulièrement dans le domaine des arts (peinture, sculpture, musique...). On peut penser à la création de la *Reichskulturkammer* dès 1933, pour mettre au pas la culture allemande. Cette mise au pas (*Gleichschaltung*) doit aboutir à l'émergence d'une *Volksgemeinschaft*, de laquelle sont exclus tous ceux qui ne correspondent pas aux idéaux raciaux du nazisme, au premier rang desquels les Juifs. Ceux-ci sont en effet considérés comme des ennemis raciaux, qu'il s'agit d'extirper puis de détruire parce qu'ils représentent une menace pour la société allemande. D'autres groupes de population sont également victimes de cette exclusion de la *Volksgemeinschaft* : handicapés physiques et mentaux, « asociaux », Tsiganes³.

Le national-socialisme se distingue du stalinisme, qui prétend, lui, forger une humanité nouvelle autour d'un *homo sovieticus*, dans le cadre d'une société sans classe, justifiant la dictature du prolétariat. Le fondement idéologique du stalinisme n'est donc au départ ni raciste ni antisémite. Ceci n'exclut pas cependant l'existence d'un antisémitisme dans la société soviétique. Ces divergences fondamentales entre nazisme et stalinisme renforcent l'antagonisme entre les deux totalitarismes, le nazisme étant souvent perçu dans la société allemande comme un rempart contre le communisme.

Le totalitarisme en actes : la mise en place d'un État totalitaire

On peut mener sur ce point une étude classique de la mise en place du national-socialisme, en montrant de façon concrète la *Gleichschaltung* dans toute sa diversité : organisation d'encadrement des différents groupes sociaux (*Hitlerjugend*, *Bund Deutscher Mädel*), militarisation de la société et culte de l'obéissance (*Führerprinzip*), mise au pas économique, mainmise sur la vie culturelle... L'adhésion à ces différentes organisations et plus largement à l'idéologie est souvent la promesse d'un niveau de vie décent pour les populations : cela explique par exemple la très forte adhésion des femmes allemandes. Il importe par ailleurs de souligner la temporalité de cette *Gleichschaltung* : tout est mis en place très rapidement dès l'arrivée au pouvoir du NSDAP.

Parallèlement à cette dynamique d'intégration et de contrôle des masses, se met en place une politique d'exclusion et de discrimination de ceux qui ne correspondent pas au modèle nazi, afin d'aryaniser la société allemande : interdiction de tous les syndicats non-nazis en mai 1933, mesures antisémites à l'encontre de la population juive allemande, qui ne représente pourtant que 525 000 personnes, soit moins de 1 % de la population allemande en janvier 1933. Ces discriminations entraînent de nombreux départs (encouragés par le gouvernement), mais ceci n'est possible que jusqu'en septembre 1939, date à partir de laquelle il n'est plus possible de quitter l'Allemagne et d'échapper aux discriminations puis à la déportation. Cette volonté d'aryanisation est également renforcée par une politique nataliste et par la promesse d'un élargissement du territoire allemand (*Lebensraum*) vers l'Est, qui permettrait d'accueillir une population allemande toujours plus nombreuse.

3. Le terme « Tsiganes » traduit ici l'allemand *Zigeuner*, désormais rejeté en Allemagne, où l'on emploie les termes de Sinti et Roms, également utilisés par les institutions européennes.

En comparaison avec le stalinisme, on note des similarités dans le fonctionnement de l'État totalitaire (mise au pas des sociétés, recours à la violence physique et psychologique comme moyen de gouvernement), mais aussi des divergences (discrimination antisémite en Allemagne, discrimination des ennemis de classe en URSS). On peut par exemple évoquer le cas de l'Holodomor au début des années 1930 et les controverses actuelles sur son caractère génocidaire. Ces divergences, tout comme l'antagonisme idéologique, n'empêchent pas la signature du pacte germano-soviétique le 23 août 1939, conclu avant tout pour des raisons stratégiques.

Les démocraties face à la montée des totalitarismes

Les États totalitaires, comme nouveaux acteurs sur la scène européenne, bouleversent l'ordre géopolitique et génèrent des réactions variées de la part des démocraties.

À l'échelle des gouvernements, les réactions oscillent entre fermeté et conciliation vis-à-vis de la politique extérieure agressive de l'Allemagne nazie (remilitarisation en 1936, Anschluss et annexion des Sudètes en 1938). À titre d'exemple, on peut penser aux différentes prises de position lors de la conférence de Munich en 1938.

À l'échelle des sociétés, on observe d'une part une certaine fascination pour les modèles totalitaires (Parti populaire français de J. Doriot, *British Union of Fascists* de O. Mosley, financés tous deux par l'Italie fasciste) tout comme de vives critiques, notamment de la part des pacifistes, désireux de maintenir une paix à tout prix.

Ces atermoiements ne freinent pas la fulgurante progression des États totalitaires ni ne remettent en cause leur politique extérieure, menant au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

La Seconde Guerre mondiale

« L'être humain fait partie de la nature et la loi de la nature est l'extermination du faible, donc une guerre pour la survie ». Cette maxime attribuée à Hitler explique la militarisation de la société allemande dès 1933 et son mouvement irrésistible vers la guerre, considérée comme nécessaire à la survie de l'espèce humaine. Cette interprétation dévoyée des théories de Darwin justifie la volonté des nazis de déclencher un conflit, tant la paix imposée en 1919 est inacceptable à leurs yeux. Pascal Ory résume cela par cette formule : « Le fascisme vient de la guerre et il y retourne. »

On montre dans cette partie le caractère inédit de la guerre : son aspect idéologique et l'ampleur des violences qui en découlent, ce qui explique le centrage de l'étude sur la guerre à l'Est, où se joue l'anéantissement des Juifs d'Europe. Le sujet invite ainsi à réfléchir à la notion de « guerre d'anéantissement » et à s'intéresser en particulier à l'évolution des relations entre la France et l'Allemagne. Sans omettre totalement la dimension européenne et mondiale du conflit, il s'agit ici d'analyser les enjeux politiques, idéologiques et économiques de la période de l'occupation de la France par l'Allemagne nazie, ainsi que l'évolution des rapports entre les Français et les Allemands, entre collaboration et résistance.

Problématique : Comment la promesse nazie d'une société nouvelle, dans un territoire élargi à l'Est, plonge-t-elle l'Europe dans un second conflit mondial marqué par une brutalité sans précédent et conduit les territoires sous domination nazie à collaborer ou résister ?

Une guerre pensée comme nécessaire à l'avènement de la société nouvelle. Le projet nazi pour l'Europe repose sur l'idée que la guerre est le moyen de réaliser le projet idéologique et de faire advenir une société nouvelle, dans laquelle les Aryens disposeraient de tout l'espace nécessaire à leur survie et leur épanouissement. L'Est est ainsi pour les nazis un espace d'expansion évident, tout y mène : les chevaliers teutoniques ont colonisé les terres allant de la Prusse à la Courlande et aucun obstacle géographique ne se dresse entre la Prusse et l'Oural. D'autre part, l'intérêt économique est évident : les richesses naturelles des vastes espaces à l'Est (grenier à blé) doivent permettre de nourrir la population allemande. La conquête se fait par l'épée, puis par la charrue (mise en culture). C'est donc aussi dans une logique coloniale que la guerre s'enracine. En effet, les nazis voient l'Est comme d'autres Européens considèrent l'Afrique : une terre qui n'appartient à personne. Otto Reche, directeur de l'institut d'anthropologie raciale de l'Université de Leipzig, rend un rapport sur la Pologne à la SS, dans lequel il explique que ce pays est peuplé de Slaves et assimilés, qui ne sont pas pleinement considérés comme des humains. Ils seront donc réduits en esclavage et travailleront pour les intérêts du Reich. C'est dans ce cadre que, dès l'invasion de la Pologne en 1939, les élites sont assassinées, les collèges et lycées fermés et la population polonaise mise au travail.

La guerre à l'Est obéit ainsi à des logiques inédites en lien avec la nature du conflit : il s'agit de soumettre les Slaves, et ce malgré le pacte germano-soviétique, et d'assurer par tous les moyens la survie même du peuple allemand, en le protégeant du danger biologique que représente la population juive, nombreuse dans cette partie de l'Europe. Le droit de la guerre classique n'a donc plus cours et tous les interdits sont violés.

Par opposition, les objectifs de la guerre à l'Ouest sont plus classiques : la France par exemple doit fournir du matériel de guerre et de l'argent, tandis que son gouvernement doit collaborer avec le Reich. De façon générale, la guerre à l'Ouest est rapide, brutale et couronnée de succès (sauf en Angleterre) grâce à des innovations stratégiques, tactiques et techniques. Cela dit, le bombardement de Rotterdam ou la destruction de Coventry montrent que l'armée allemande et Hitler font également fi de la distinction entre civils et militaires.

Des pratiques guerrières d'un genre et d'une brutalité sans précédent : la guerre d'anéantissement à l'Est

Le caractère idéologique et racial du conflit conduit à des pratiques guerrières inédites. Cette guerre d'anéantissement a lieu avant tout à l'Est, même si on en retrouve des traces à l'Ouest à la fin du conflit.

Des pratiques nouvelles liées à la guerre d'anéantissement émergent ainsi. À la suite du déclenchement de l'opération Barbarossa, les quatre *Einsatzgruppen* (SS, policiers) suivent l'avancée de la Wehrmacht et ratissent le territoire soviétique d'Ouest en Est pour assassiner les populations juives partout où elles se trouvent. Ils étaient déjà intervenus en Pologne ou en Tchécoslovaquie, mais en URSS l'échelle et l'ampleur de leurs activités changent. Cette pratique de la Shoah par balles peut faire l'objet de nombreuses études de documents pour montrer la variété du *modus operandi*, le rapport à la violence des bourreaux ainsi que les résultats. Il est à noter également que ces opérations étaient en grande partie soutenues par la Wehrmacht (fin du mythe historiographique diffusé après 1945 d'une Wehrmacht « propre »). La logique génocidaire se déploie parallèlement à la Shoah par balles dans les camps de concentration et les centres de mise à mort sur le territoire polonais, opérant une rationalisation sans précédent de l'extermination. C'est toute une bureaucratie,

répondant à des impératifs économiques et idéologiques, qui se met en place : il s'agit de réduire en esclavage pour l'effort de guerre une partie des Juifs déportés et d'exterminer tous les autres.

Vivre sous domination nazie : collaborer ou résister

On peut commencer par montrer la diversité des formes d'occupation des territoires européens par l'Allemagne. Dans cette hiérarchie, la France présente un cas de figure original (au moins jusqu'en 1942), qu'il convient d'étudier dans une perspective franco-allemande. Occuper la France est en effet pour Hitler l'occasion de régler un vieux compte et de restaurer l'honneur allemand, bafoué par le traité de Versailles.

Après la défaite de 1940, c'est d'abord une collaboration d'État qui se met en place : le gouvernement de Vichy, formellement souverain malgré l'occupation, décide d'instaurer en France un ordre nouveau fondé sur la « Révolution nationale » : sont ainsi mises en avant de nouvelles valeurs, de nouvelles formes d'encadrement de la jeunesse et sont exclus de la communauté nationale ceux qui sont considérés comme étrangers à celle-ci (Statut des Juifs du 3 octobre 1940, exclusion des immigrants récents, des francs-maçons, etc.). On voit ainsi la perméabilité du nouveau régime à l'idéologie nazie. La collaboration s'intensifie progressivement, notamment dans la répression menée contre les Juifs. Elle est encouragée par le gouvernement : la police française est ainsi utilisée pour la surveillance des camps, pour l'organisation et la mise en œuvre des rafles et de la déportation des Juifs. On sait aujourd'hui que cette volonté gouvernementale de collaboration active a été diversement suivie au sein de la police et de la gendarmerie.

La logique de collaboration et la mise en place progressive d'un État autoritaire inféodé au nazisme suscitent dans la société française des réactions variées, allant du soutien actif à l'occupant à des résistances multiformes, individuelles comme collectives. On peut s'interroger ainsi sur la notion même de résistance en comparant des exemples français et allemands à différentes échelles : variété des acteurs (civils, militaires, étudiants, intellectuels, organisations juives, etc.), variété des modes opératoires (tracts, radios et journaux clandestins, sauvetages de Juifs, sabotages, attentats, etc.), variété des motivations, variété des représailles. Naturellement, il convient de rappeler que lutter contre une puissance occupante ou contre son propre pays relève de logiques, d'enjeux et de contextes totalement différents.

Les sorties de la Seconde Guerre mondiale

Les sorties de guerre ne correspondent pas au cadre chronologique imposé par les signatures des capitulations mais s'envisagent sur un temps plus long et à une échelle globale. Il s'agit donc de montrer comment cette période qui s'étale de 1945 à 1949 pose les bases d'une société meilleure mais glisse rapidement vers un type de conflit d'un genre nouveau : la guerre froide. L'antagonisme entre régimes fascistes et démocraties passe au second plan, pour laisser la place à l'affrontement entre deux modèles, consacrés par leur victoire face au nazisme : la démocratie libérale et le communisme.

Il est à noter que l'expression « sortie de guerre » est difficile à traduire en allemand. *Kriegsaustritt* en effet ne désigne que le moment où un pays quitte le conflit, et ne recouvre donc pas la même chose que le concept français de sortie de guerre.

Problématique : Dans quelle mesure les sorties de guerre pendant la période 1945-1949 aboutissent-elles à la mise en place d'antagonismes nouveaux ?

Terminer la guerre

Les opérations militaires de sortie de guerre s'amorcent dès les débarquements, qui permettent la libération progressive des territoires occupés à l'Ouest, parallèlement à la progression de l'Armée Rouge à l'Est. Ces avancées, combinées aux réactions parfois très violentes de l'occupant, aboutissent à des destructions massives, qui pèsent lourdement sur les conditions matérielles des sorties de guerre et constituent une persistance des traces du conflit en temps de paix.

Les 8 et 9 mai ainsi que le 2 septembre 1945, qui marquent l'arrêt officiel des combats sur tous les fronts, font entrer le monde dans une nouvelle ère, qui pose en premier lieu la question du sort des vaincus. « Nous aurons l'Allemagne de nos mérites », disait Joseph Rovin dans la revue *Esprit* en octobre 1945 : il met ainsi en lumière l'importance de la question du sort de l'Allemagne pour la stabilité européenne, voire mondiale.

Les Alliés ont de fait envisagé très tôt le déroulement de la sortie de guerre allemande. Les grandes conférences interalliées (Téhéran, Yalta, Potsdam) permettent ainsi de s'accorder sur une division et une occupation du pays. Ces mesures ont été ensuite diversement mises en œuvre dans les quatre zones d'occupation, car les intérêts des puissances victorieuses divergent. Si pour les États-Unis et la Grande-Bretagne, il s'agit de reconstruire rapidement un ordre démocratique et une stabilité économique, l'URSS de son côté privilégie un démontage drastique de l'industrie. On peut souligner le caractère original de l'occupation française : arrivée tardivement dans le cercle des vainqueurs, elle hérite d'une zone d'occupation stratégique, frontalière et riche en ressources. Il s'agit donc pour la France de tirer parti de cette opportunité économique, tout en liant culturellement, voire linguistiquement parfois, ces territoires à la France. Le cas de la Sarre permet d'aborder ces enjeux de façon concrète.

Le sort de l'Allemagne est aussi l'enjeu des procès de Nuremberg. Ceux-ci marquent la naissance d'une forme de justice internationale, puisque les juges sont les représentants des 4 puissances victorieuses. Ils constituent également un moment clé car ils permettent l'entrée dans le droit d'un nouveau chef d'accusation (crime contre l'humanité). Pour la France de De Gaulle, c'est un moyen supplémentaire d'asseoir sa légitimité et de tirer un trait sur le régime de Vichy. Pour l'Allemagne, les procès ont pour but d'informer sur les crimes perpétrés par les nazis, mais aussi de participer à la « rééducation » démocratique (*demokratische Umerziehung*) de la population. La médiatisation du procès fait l'objet d'une mise en scène réfléchie : l'organisation de l'espace dans la salle d'audience, qui met sur les côtés les juges et les accusés et place le public directement face à l'écran où sont projetées les preuves, correspond à ce projet de rééducation. Malgré les accusations d'une justice rendue par les seuls vainqueurs (*Siegerjustiz*), le procès se tient dans un souci d'équité. Comme le signale Annette Wieworka dans un article paru en avril 2020, « les Alliés ont réussi là où les vainqueurs de 14-18 avaient échoué. Le procès a posé les bases d'une justice internationale capable de s'attaquer aux plus hauts responsables. Et il a fait entrer, certes par la petite porte, la notion de crime contre l'humanité. »⁴

Dans cette volonté de terminer la guerre, les États victorieux comme vaincus cherchent à faire table rase de la période du conflit avec plus ou moins de succès. L'état de paix qui en résulte doit contribuer à cela.

4. Annette Wieworka, « A Nuremberg, les responsables nazis voulaient sauver leur peau », entretien pour le magazine *Géo*, [disponible en ligne](#).

Consolider la paix

Les sorties de guerre sont marquées par la volonté forte des Alliés de consolider une paix durable, malgré les tensions qui apparaissent rapidement entre eux. Naissent ainsi des institutions mondiales ayant pour but de créer un ordre géopolitique nouveau, fondé sur la coopération, mais dont sont exclus les vaincus dans un premier temps : c'est par exemple la création de l'ONU. Le nouvel ordre mondial est aussi économique et très marqué par les États-Unis : il s'agit d'aider les pays d'Europe de l'Ouest à se reconstruire rapidement pour endiguer l'avancée communiste, comme l'illustrent les accords de Bretton-Woods, puis le plan Marshall et la création de l'OECE.

La France et l'Allemagne s'insèrent de façon différenciée dans ce nouveau cadre. En effet, grâce à de Gaulle, la France trouve sa place dans le cercle des vainqueurs et dispose à ce titre d'un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU, malgré son passé de collaboration, refoulé au moment de la sortie de guerre. Pour l'Allemagne, la dynamique est différente, puisque jusqu'en 1949 elle n'est plus souveraine et est complètement sous la tutelle des puissances d'occupation.

Cette paix voulue est cependant menacée par les divergences idéologiques entre Alliés, qui posent rapidement les bases d'un nouveau conflit au moment des sorties de guerre.

La mise en place d'un nouvel antagonisme

La volonté de libérer l'Europe du nazisme et de mettre fin à la guerre, qui servait de ciment aux Alliés, disparaît en 1945. Les sorties de guerre et les nécessaires décisions qui y sont liées sont ainsi le moment où ressurgissent des antagonismes profonds et anciens entre les puissances victorieuses.

Ces tensions, perceptibles dès Yalta et Potsdam, se manifestent particulièrement en Allemagne dans les différences parfois importantes dans les politiques d'occupation. Ceci conduit au rapprochement rapide entre les puissances occupant l'ouest de l'Allemagne (création de la bizone en 1947). En effet, celles-ci considèrent que les accords de 1945 n'ont pas été respectés par l'URSS, qui n'a pas permis le retour à un ordre démocratique dans sa zone d'occupation ni respecté le principe d'autodétermination. Elles préparent donc la scission en définissant pendant la conférence de Londres au printemps 1948 une politique commune, en particulier monétaire, en vue de la mise en place d'un État allemand occidental. La réforme monétaire, introduisant le *Deutsche Mark* dans les zones d'occupation occidentales, provoque la rupture définitive et est à l'origine de la première crise de Berlin de juin 1948 à mai 1949, qui a pour conséquence ultime la partition de l'Allemagne.

L'éclatement de cette crise marque donc l'échec des projets de sortie de guerre pour mettre en place un monde démocratique et pacifié.

Enjeux historiographiques

Mise en perspective historiographique du sujet

L'historiographie de la période étudiée est foisonnante et on se borne ici à présenter les grandes lignes de l'état actuel des questions abordées.

Les principaux renouvellements thématiques actuels sont le fruit de courants historiographiques variés tels que la micro-histoire, l'histoire sociale et culturelle ou encore l'histoire globale. Parmi d'autres, on peut évoquer les points saillants suivants.

Un changement de regard sur la République de Weimar

Jusqu'à il y a une quinzaine d'années, la République de Weimar a souvent été analysée par l'historiographie allemande à l'aune de sa fin, c'est-à-dire de son échec. Tentant de dépasser cette vision téléologique, qui voudrait que la République soit condamnée dès sa naissance, on en propose aujourd'hui une lecture différente, en partant des conditions de son émergence et en examinant quelles étaient ses chances et ses potentialités.

Une approche sociale et culturelle du national-socialisme

Profitant du tournant du début des années 1990 avec l'ouverture des archives à l'Est, les sources très nombreuses sur le sujet ont été relues, voire découvertes, par les historiens à l'aune de questionnements sur l'arrière-plan idéologique et intellectuel et sur les pratiques qui sous-tendent le système national-socialiste. On peut penser aux travaux de Johann Chapoutot sur les héritages antiques instrumentalisés pour réécrire le passé et tenter de donner une cohérence idéologique au projet totalitaire. Parallèlement, Christian Ingrao a étudié les mécanismes de l'engagement dans le nazisme puis dans le meurtre de masse des intellectuels nazis. Ces nouvelles approches permettent de mieux comprendre les figures des bourreaux et de les envisager dans leur complexité : les SS ne sont pas seulement des brutes sanguinaires, mais des intellectuels persuadés du bien-fondé de leur « mission ». Ces études permettent de compléter celles plus anciennes consacrées aux victimes, qui posent la question de la fin, dans un avenir proche, de l'ère des témoins.

Un changement de paradigme dans les études sur la Wehrmacht

La Wehrmacht, longtemps perçue par l'historiographie comme l'armée du peuple allemand, « propre » car n'ayant pas participé aux atrocités commises sur le front de l'Est, a fait l'objet d'une remise en question radicale en Allemagne à partir des années 1990. Organisée par l'Institut de recherches en sciences sociales de Hambourg, l'exposition itinérante sur les crimes de la Wehrmacht à partir de 1995 a ouvert non seulement un important champ d'exploration pour les historiens, mais également un intense débat dans la société allemande, qui attribuait jusqu'alors les massacres et exactions aux seuls SS. Les études sur la Wehrmacht ont aujourd'hui dépassé les frontières de l'Allemagne et font l'objet de récentes relectures sous l'angle des pratiques guerrières et d'obéissance, par exemple dans le contexte du débarquement de Normandie.

Une approche globale de la Seconde Guerre mondiale

Depuis quelques années, le courant historiographique de l'histoire globale a conduit à l'ouverture d'un grand chantier sur la Seconde Guerre mondiale en 2015 avec l'ouvrage collectif dirigé par Alya Aglan et Robert Frank consacré à la guerre-monde. Cette nouvelle approche repose sur les contributions d'historiens de multiples nationalités

et envisage une relecture chronologique du conflit, puisqu'il est envisagé sur la période 1937-1947.

Un renouvellement des études sur les sorties de guerre

Depuis une quinzaine d'années, le concept de « sortie de guerre », forgé au départ pour l'étude des suites de la Première Guerre mondiale, succède à celui-ci d'après-guerre. Il s'intéresse aux conséquences des conflits (reconstruction des sociétés, restructuration économique et réorganisation politique) dans une perspective dynamique afin de comprendre le processus plus long de démobilisation des hommes et des sociétés.

Un texte d'historienne contemporaine allemande et un texte d'historien contemporain français

Franka MAUBACH, "Weimar (nicht) vom Ende her denken - Ein skeptischer Ausblick auf das Gründungsjubiläum 2019", in *Aus Politik und Zeitgeschichte (APuZ)*, 2018.

Source : <https://www.bpb.de/shop/zeitschriften/apuz/268352/weimar-nicht-vom-ende-her-denken/#footnote-target-2>

Während das Scheitern von Weimar nicht nur den Deutschen wieder deutlich, ja plastisch wie selten nach 1945 vor Augen tritt, beschäftigt sich die historische Forschung in den vergangenen beiden Jahrzehnten vor allem mit den Chancen von Weimar. Spätestens seit dem neunzigsten Gründungsgedenken der Republik 2009 auch in der breiteren Öffentlichkeit wahrnehmbar, verweisen Wissenschaftler und Wissenschaftlerinnen auf die prinzipielle (Gestaltungs-)Offenheit der Geschichte der Weimarer Zeit: auf die demokratischen Verheißungen und Hoffnungen der ersten Jahre; auf die Möglichkeits- und Handlungsräume, die den historischen Akteuren noch bis zuletzt verblieben; aber auch auf das tatsächlich Erreichte, die Modernisierungsleistungen der sozialen Demokratie wie das 1918 eingeführte, im europäischen Vergleich besonders progressive aktive und passive Frauenwahlrecht oder die Arbeitslosenversicherung von 1927. Statt Weimar immer nur im Rückspiegel, vom Scheitern der Republik und der Machtübernahme der Nationalsozialisten 1933 her zu sehen und zu verstehen, fordern sie – mal mehr, mal weniger programmatisch – eine antiteleologische Perspektive, die den offenen Erwartungshorizont der Zeitgenossen und Zeitgenossinnen ernst nimmt.

Die Dissonanz zwischen Forschungsstand und gesellschaftlicher Debatte, von der der Historiker Andreas Wirsching in einem Radio-Interview im April 2017 sprach, ist frappierend – und erklärungsbedürftig. Warum wird die Geschichte der Weimarer Republik immer noch in alternative Erzählungen geschieden, als wären Chancen und Scheitern, Anfang und Ende, Hell und Dunkel, Demokratie und Diktatur so säuberlich voneinander zu trennen? Wäre es nicht an der Zeit, diese Dichotomien durch eine entschiedene Historisierung zu überwinden – eine Historisierung indes, an deren Ende kein antiquarisches Geschichtsbild steht, kein Mosaik, das durch neue differenzierende Details nur immer bunter wird, sondern eine dynamische, zum Nachdenken herausfordernde Geschichtserzählung?

[...] Weimar ist nicht nur von seinem Anfang oder von seinem Ende her zu verstehen, vom hoffnungsvollen Beginn oder vom fatalen Scheitern aus zu schreiben. In Anlehnung an den Titel von Ursula Büttners einschlägiger Gesamtdarstellung der Geschichte Weimars und an Vorstellungen einer contested democracy könnte man formulieren: Weimar war von Anfang an und bis zum Schluss eine herausgeforderte, ja fundamental umkämpfte Demokratie, in der Chancen und Scheitern oft dicht beieinander lagen. So entfaltet sich die Geschichte dieses demokratischen Experiments in jeder ihrer Phasen – am Anfang und Ende genauso wie dazwischen – als eine Geschichte spannungsvoller, uneindeutiger Konstellationen.

Jean-Luc LELEU, *Combattre en dictature - la Wehrmacht face au débarquement, Paris (Perrin), 2022, p. 568-569.*

À travers les combats de l'été 1944 en France, il est plus généralement frappant de constater à quel point les expériences du front de l'Est ont modelé les pratiques sociales de la Wehrmacht. À interroger la conscience des individus, à parcourir les dossiers des officiers et à relever l'extraordinaire brutalité de certains cadres envers leurs subordonnés, l'influence de la guerre d'anéantissement alors livrée depuis trois ans contre l'URSS apparaît au grand jour. Chaque fois, ces pratiques plongeaient leurs racines dans la volonté du dictateur, docilement relayée par la hiérarchie. Trois étapes peuvent chronologiquement se dégager. La première, planifiée dès le printemps 1941 en amont de l'opération *Barbarossa*, consista à lever les interdits moraux. Civil ou militaire, la vie d'un citoyen soviétique tint alors à peu de choses, *a fortiori* chez des catégories particulièrement ciblées, tels les Juifs et les commissaires politiques. Les crimes n'étaient certes pas nouveaux : les premiers massacres s'étaient produits dès la campagne de Pologne en 1939, puis (à moindre échelle) en France en 1940 et (plus fréquemment) dans les Balkans au printemps 1941. Avec l'invasion de l'URSS, les exactions devinrent monnaie courante, encore aggravées par le racisme et l'anticommunisme qui imprégnaient alors les rangs de l'institution militaire allemande. La plupart des responsables de la Wehrmacht en Normandie avaient non seulement été les témoins de la Shoah et de la guerre d'anéantissement à l'Est, mais en avaient été bien souvent aussi les acteurs.

Le second bouleversement apparut au cours du premier hiver de la guerre à l'Est. À cette date, l'évolution des pratiques combattantes marqua directement les cadres et les troupes : l'empathie n'avait plus lieu d'être. Les hommes avaient à combattre et à mourir à la place qui leur était assignée, sans questionner ni discuter les ordres malgré l'ampleur des pertes. La discipline et la servitude propres au métier militaire laissèrent dès lors la place à l'asservissement. Les officiers supérieurs ou généraux incapables de l'adapter à cette nouvelle philosophie furent limogés. De cette sélection au tamis du front de l'Est sortit *in fine* un corps d'officiers capables d'exécuter les ordres sans broncher, prêts à sacrifier leurs hommes au service d'une stratégie dépourvue de sens.

Le troisième bouleversement fut introduit en février 1943, peu après la défaite de Stalingrad, lorsque le dictateur encouragea les chefs à user de la violence pour contraindre leurs hommes au combat. L'exécution sommaire d'un soldat sur le champ de bataille n'était plus taboue. Une étude serrée des pratiques combattantes sur le front de l'Est serait nécessaire pour déterminer le processus de diffusion et d'application de cette mesure sur ce théâtre d'opérations. En tout état de cause, elle était en usage en France à l'été 1944.

Orientations pour la mise en œuvre

Place du thème dans la scolarité des élèves et dans le programme de terminale Abibac

La période qui s'étend des années 1930 à la fin de la Seconde Guerre mondiale est abordée une première fois au cycle 3, en classe de CM2, avec le thème « La France, des guerres mondiales à l'Union européenne ». Cette première étude permet de mettre en contexte le second conflit mondial et d'aborder aussi bien des thématiques générales, comme le génocide des Juifs ou les persécutions contre les civils, que des aspects spécifiques au cas français (Résistance et collaboration).

Le thème « L'Europe, un théâtre majeur des guerres totales (1914-1945) » ouvre ensuite au cycle 4 le programme d'histoire de la classe de troisième. Les différentes parties de ce thème permettent aux élèves d'aborder les expériences politiques de l'entre-deux-guerres, entre démocraties et totalitarisme, et d'approfondir l'étude de la Seconde Guerre mondiale et la place particulière de la France dans le conflit.

En classe de terminale Abibac, c'est à nouveau en ouverture de programme que l'on trouve le thème. Il convient de faire en introduction le lien avec le programme de première Abibac, qui s'achève sur les sorties de guerre de la Première Guerre mondiale afin de montrer la fragilité de la paix ainsi que l'importance des sources de déstabilisation qui marquent les années 1920.

Le thème s'ouvre sur l'année 1929, qui marque un tournant dans l'entre-deux-guerres : la crise économique mondiale sonne le glas d'une relative accalmie des relations internationales post Première Guerre mondiale et le début de difficultés économiques, sociales et politiques, qui fragilisent à des degrés différents les démocraties, et notamment les républiques française et allemande, et accélèrent la montée des totalitarismes. La période étudiée s'achève en 1945-1949, qui permet d'aborder la question des sorties de guerre dans toute sa complexité. Il convient également de souligner la singularité de la Seconde Guerre mondiale, guerre idéologique et raciale visant à l'anéantissement des Juifs d'Europe. Les sorties de la Seconde Guerre mondiale, diamétralement opposées pour la France et l'Allemagne, permettent d'aborder le nouvel ordre mondial et les nouveaux rapports de force, que ce soit à l'échelle mondiale ou à l'échelle franco-allemande.

On consacre à ce thème entre 12 et 15 heures.

Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves ?

Compte tenu du volume horaire alloué au thème, il faut se garder de la tentation d'exhaustivité. On peut s'appuyer sur les acquis du collège, afin de réactiver les connaissances sur le déroulement et les grandes phases du conflit au préalable. Dans cette perspective, on privilégie des entrées concrètes dans le thème, qui permettent d'englober la totalité de la période.

On peut ainsi envisager une étude de cas sur Berlin, entre 1929 et 1949, qui recoupe les quatre axes du thème.

Berlin sous la République de Weimar

On peut mettre en lumière d'une part le bouillonnement artistique et intellectuel qui caractérise la ville (peinture/collage, cinéma avec le dynamisme des studios de Babelsberg, théâtre, etc.). On peut mettre en parallèle cette avant-garde avec l'activisme politique et syndical très ancré dans la ville et qui se radicalise à mesure que grandit le danger national-socialiste (ville de différentes tentatives de putsch par exemple). D'autre part, l'exemple de Berlin permet d'illustrer l'ampleur de la crise économique et sociale qui touche l'Allemagne après 1929.

Suggestion de documents-soutiens : collages de John Heartfield ou Georg Grosz ; extraits du film de Walther Ruttmann *Berlin die Sinfonie der Großstadt* (1927) ; extraits des œuvres de Brecht ; extraits de la série de Tom Tykwer *Babylon-Berlin* ; photographies de soupes populaires, de *Mietskasernen*, etc.

Berlin, capitale du Troisième Reich (Germania)

Les possibilités d'entrée sont ici nombreuses. On peut penser à l'exemple de la toponymie et de l'architecture pour montrer comment les nazis rebaptisent les lieux symboliques de leur capitale et les adaptent à l'idéologie pour en faire le haut lieu de la germanité et la capitale du Reich de mille ans. On peut également envisager une entrée par les arts, avec l'exemple de la vie musicale pour montrer l'empreinte idéologique du national-socialisme. Berlin est en effet le lieu de grandes institutions musicales, dirigées par des hommes plus ou moins proches de Hitler et programmant des œuvres conformes à l'idéal national-socialiste. Les exemples de trajectoires de chefs d'orchestre ou de compositeurs (Carl Orff, Wilhelm Furtwängler, Herbert von Karajan, Paul Hindemith, etc.) peuvent être exploités en classe, tout comme des extraits d'œuvres musicales. Enfin, on peut évoquer Berlin comme le lieu où se met en place la politique de discrimination et de persécutions à l'encontre des ennemis du régime. La construction dans la banlieue de Berlin à partir de 1936 du camp de concentration de Sachsenhausen, destiné en premier lieu à interner les opposants politiques, ou les pogroms de novembre 1938 en témoignent.

Suggestion de documents-soutiens : plan de Berlin avant et après 1933 ; extraits du film de Joseph Vilsmaier *Comedian Harmonists* (1997) ; des extraits des *Carmina Burana* de Carl Orff (1936), etc.

Berlin pendant la Seconde Guerre mondiale

La capitale du Reich est le siège des lieux de pouvoirs (ministères, Gestapo, RSHA...). C'est à Berlin que se décident la conduite des opérations militaires tout comme les politiques génocidaire ou d'extermination (conférence de Wannsee, *Aktion T4* par exemple). Parallèlement, c'est aussi à Berlin qu'on trouve des tentatives d'opposition et de résistance (femmes de la *Rosenstraße*, Juifs cachés, organisation de l'attentat du 20 juillet 1944 dans le *Bendlerblock*, qui est aussi le lieu d'exécution des principaux protagonistes).

Suggestions de soutiens : témoignage de Maria Jalowicz Simon, *Untergetaucht, Eine junge Frau überlebt in Berlin 1940 - 1945* (2015) ; extraits du procès-verbal de la conférence de Wannsee ; cartes de Berlin (*Topographie des Terrors*), etc.

Berlin, enjeu des sorties de guerre et du nouvel ordre mondial

On montre ici que Berlin est l'enjeu militaire de l'Armée Rouge et devient à la libération un champ de ruines. La ville est ensuite sectorisée et occupée par les puissances victorieuses, selon des modalités très différentes : les États-Unis privilégient les

investissements pour aider à la reconstruction d'un futur partenaire économique, tandis que les Soviétiques mettent la ville à sac. Un focus sur l'occupation française et ses enjeux peut également être envisagé. Enfin, à mesure qu'émergent les tensions entre les trois Grands, Berlin devient le lieu d'un nouvel affrontement idéologique avec le blocus de la ville par les Soviétiques.

Suggestions de documents-soutiens : *Trümmerliteratur*, extraits de *Anonyma, Eine Frau in Berlin - Tagebuch-Aufzeichnungen vom 20. April bis 22. Juni 1945*, btb-Verlag, Munich, 2008 [journal d'une Berlinoise anonyme évoquant les derniers jours de guerre et l'arrivée de l'Armée Rouge] ; carte des secteurs d'occupation, etc.

À la suite de cette étude de cas, que l'on peut traiter en ouverture de chapitre ou de façon filée, on peut **mettre en perspective** les différents thèmes abordés aux échelles européenne et franco-allemande.

À l'échelle européenne, on peut envisager les focus suivants :

- Une comparaison entre nazisme et stalinisme : travaux de groupes sur la jeunesse, les femmes dans les États totalitaires, la violence comme moyen de gouvernement (Grande Terreur/pogroms de novembre), les arts dans les États totalitaires.
- La politique d'apaisement face à la menace de la guerre.
- La guerre d'anéantissement à l'Est.
- Auschwitz au cœur de la Shoah.
- Les procès de Nuremberg.

À l'échelle franco-allemande, on peut s'appuyer sur les focus suivants :

- Les effets comparés de la crise de 1929 en France et en Allemagne.
- La montée du nationalisme dans les deux pays.
- Les débuts de la collaboration entre la France et l'Allemagne.
- La France Libre et la résistance à l'occupation nazie.
- L'occupation française en Allemagne.

Supports pédagogiques

Des supports pour l'étude de cas ont été suggérés plus haut. Pour la mise en perspective, on peut s'appuyer, entre autres, sur les sources qui suivent ou sur la bibliographie et la sitographie.

- FRANÇOIS-PONCET André, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin, 1931-1938*, Paris (Perrin), 2016.
- LOPEZ Jean (dir.), *Den Zweiten Weltkrieg verstehen, 1939-1945 in Infografiken*, dtv, 2021 (Perrin, 2018 pour l'édition en français).
- PALMER Torsten et NEUBAUER Hendrik, *Die Weimarer Zeit in Pressefotos und Fotoreportagen*, Könemann Verlag, 2000.
- RAJCHMAN Chil, *Je suis le dernier juif. Treblinka 1942-1943*, Paris (Le Livre de Poche), 2011.
- VENEZIA Shlomo, *Sonderkommando : dans l'enfer des chambres à gaz*, Paris (Le Livre de Poche), 2009.

Références bibliographiques et sitographiques

Ouvrages généraux pour l'ensemble du thème

- AGLAN Alya, CHAPOUTOT Johann et GUIEU Jean-Michel, *L'heure des choix (1933-1945), Histoire franco-allemande*, Villeneuve-d'Ascq (Presses universitaires du Septentrion), 2019.
- BERSTEIN Serge, *Démocraties, régimes autoritaires et totalitarismes au XX^e siècle*, Paris (Hatier), 2014.
- CHAPOUTOT Johann, *Fascisme, nazisme et régimes autoritaires en Europe (1918-1945)*, Paris (PUF), 2013.
- CHAPOUTOT Johann, *Histoire de l'Allemagne*, Paris (PUF), 2014.
- KERSHAW Ian, *L'Europe en enfer, 1914-1949*, Paris (Seuil), 2016.

Ouvrages spécifiques sur chaque axe

Axe 1

- BAECHLER Christian, *L'Allemagne de Weimar (1919-1933)*, Paris (Fayard), 2007.
- CHAPOUTOT Johann, *Le meurtre de Weimar*, Paris (PUF), 2010.
- MAI Gunther, *Die Weimarer Republik*, Munich (Verlag C.H.Beck), 2009.
- WINCKLER Heinrich August, *Weimar 1918-1933, Die Geschichte der ersten deutschen Demokratie*, Munich (Verlag C.H. Beck), 1993 (4^e édition, 2005).

Axe 2

- CHAPOUTOT Johann, *Le nazisme, une idéologie en actes*, Paris (La documentation française), 2012.
- CHAPOUTOT Johann, *La loi du sang, Penser et agir en nazi*, Paris (Gallimard), 2014.
- SOUTOU Georges-Henri, *Europa! Les projets européens de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste*, Paris (Tallandier), 2021.

Axe 3

- BROWNING Christopher, *Des hommes ordinaires : le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris (Tallandier), 2007.
- BRUTTMANN Tal, HÖRDLER Stefan, KREUTZMÜLLER Christoph, *Un album d'Auschwitz : Comment les nazis ont photographié leurs crimes*, Paris (Tallandier), 2023.
- FRIEDLÄNDER Saül, *Les années d'extermination (1939-1945)*, Paris (Seuil), 2008.
- INGRAO Christian, *Croire et détruire*, Paris (Fayard), 2010.
- INGRAO Christian, *La promesse de l'Est*, Paris (Seuil), 2016.
- JOLY Laurent, *La rafle du Vel d'Hiv*, Paris (Grasset), 2022.
- JOLY Laurent, *La France et la Shoah*, Paris (Calmann-Levy-Mémorial de la Shoah), 2023.
- LALIEU Olivier (dir.), *La Shoah au cœur de l'anéantissement*, Paris (Tallandier), 2021.
- LELEU Jean-Luc, *Combattre en dictature - La Wehrmacht face au Débarquement*, Paris (Perrin), 2022.
- LOPEZ Jean et OTKHMEZURI Lasha, *Barbarossa 1941 - la guerre absolue*, Paris (Passés composés/Humensis), 2019.
- NEITZEL Sönke et WELZER Harald, *Soldaten, Protokolle vom Kämpfen, Töten und Sterben*, Francfort-sur-le-Main (S. Fischer Verlag), 2011.

- ORY Pascal, *Du fascisme*, Paris (Perrin), 2010.
- WETTE Wolfram, *Die Wehrmacht, Feindbilder, Vernichtungskrieg, Legenden*, Frankfurt am Main (S. Fischer), 2002 / *Les crimes de la Wehrmacht*, Paris (Perrin), 2009.

Axe 4

- AGLAN Alya et FRANK Robert (dir.), *1937-1947. La guerre-monde*, 2 vol., Paris (Gallimard), 2015.
- DROIT Emmanuel, *Les suicidés de Demmin*, Paris (Gallimard), 2021.
- NOTIN Jean-Christophe, *Les vaincus seront les vainqueurs*, Paris (Perrin), 2004.
- WIEVIORKA Annette, *1945, La découverte*, Paris (Seuil), 2015.

Sitographie

- <https://www.dhm.de/lemo/> [Lebendiges Museum Online - Deutsches Historisches Museum]
- <https://www.bpb.de/shop/zeitschriften/izpb/weimarer-republik-346/> [Dossier sur la République de Weimar - Bundeszentrale für politische Bildung]
- <https://www.arte.tv/de/videos/099706-000-A/frauen-der-ns-zeit/> [Documentaire sur les femmes pendant le nazisme - ARTE, 2023]
- <https://www.arte.tv/de/videos/107449-001-A/berlin-1933-tagebuch-einer-grossstadt-1-2/>
- <https://www.arte.tv/de/videos/107449-002-A/berlin-1933-tagebuch-einer-grossstadt-2-2/> [Documentaire en 2 parties sur Berlin pendant le nazisme - ARTE, 2023]
- <https://www.bpb.de/themen/nationalsozialismus-zweiter-weltkrieg/der-zweite-weltkrieg/> [Dossier sur la Seconde Guerre mondiale - Bundeszentrale für politische Bildung]
- <https://www.ghwk.de/de> [Haus der Wannsee-Konferenz]
- <https://www.memorialdelashoah.org/> [Mémorial de la Shoah]
- <https://www.jmberlin.de/jmb-mediathek> [Jüdisches Museum Berlin]
- https://pedagogie.ac-rennes.fr/sites/pedagogie.ac-rennes.fr/IMG/pdf/toulon_27_novembre_1942_rdn_numero_854_novembre_2022.pdf [Article sur le sabordage de la flotte française à Toulon]
- <https://www.gdw-berlin.de/home/> [Gedenkstätte Deutscher Widerstand]
- <https://www.lpb-bw.de/nuernberger-prozesse> [Dossier sur les procès de Nuremberg - Landeszentrale für politische Bildung Baden-Württemberg]